

Austérité et Dette : la Démocratie en danger !

Première partie : Le nouvel ordre économique

Les gouvernements, les économistes libéraux et les médias parlent aujourd'hui de crise financière. Les citoyens vivent eux une crise réelle ; ce dont ils se rendent compte c'est que, tous les jours, leur pouvoir d'achat diminue, les conditions de vie se détériorent (santé, éducation...), leurs enfants ont des perspectives préoccupantes... ; ce qu'ils perçoivent, c'est que la crise est grave, mais ce dont ils ne se rendent pas compte c'est du degré de gravité extrême de cette crise qui risque de remettre en cause les fondements mêmes de notre démocratie. Plus encore, elle peut aboutir à des tensions sociales nationales et internationales telles qu'on ne peut sous-estimer aujourd'hui les risques d'un conflit mondial majeur.

1. La dette.... ou l'arbre qui cache la forêt.....

La dette existe-t-elle vraiment ?

C'est une réalité financière. En France, en 2011, l'Etat, c'est-à-dire les citoyens, a payé aux institutions financières privées 46,9 milliards d'euros d'intérêt de la dette, premier poste budgétaire, 18% du budget, devant celui de l'éducation (hors retraite). La dette totale de cette même année s'est montée à environ 1700 milliards d'euros soit 86% du PIB.

Cependant, cette présentation ne permet pas de mettre en évidence ni la situation réelle de la dette, ni les mécanismes qui ont conduit à la situation financière actuelle.

Et pourtant, c'est à partir de cette présentation de ce gouffre abyssal de la dette que le gouvernement actuel tente de convaincre les citoyens de l'absolue nécessité de la mise en œuvre de plans de rigueur.

Mais cette présentation cache, en réalité, un triple tour de passe-passe, statistique, économique et politique :

- **statistique** : il y a une confusion permanente entre la *charge de la dette* et le *service de la dette*. En fait de « *charge de la dette* », la seule chose prise en compte dans le budget de l'Etat, ce sont les intérêts à payer au titre de l'année considérée. Mais qu'en est-il du capital ? Vous ne le trouverez pas dans les dizaines de pages des lois de finances. Il faut consulter les statistiques de l'Agence France Trésor qui a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'Etat, pour le trouver.

Besoin de financement(en milliards d'euros en 2011)

2011	Milliards d'euros
Amortissement des titres à moyen et long terme	95,4
Intérêts de la dette	46,9
Déficit budgétaire	44,7

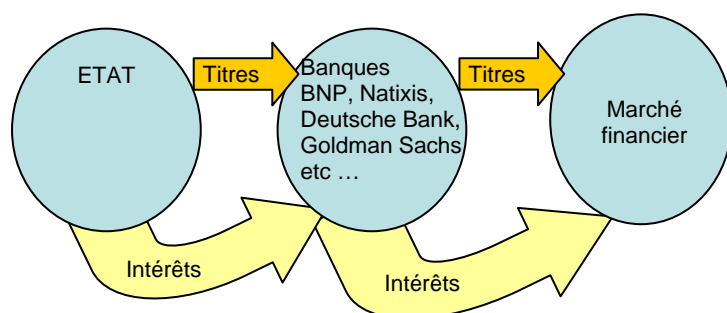
(hors intérêts de la dette)	
Besoin de financement	187

Le déficit, c'est-à-dire le besoin de financement monétaire de l'Etat s'est chiffré en 2011 à 187 milliards d'euros. Le service de la dette se monte donc, en réalité, à 142,3 milliards d'euros pour 44,7 milliards d'euros pour les autres missions. **Il représente 40% des dépenses publiques et les ¾ du besoin de financement de l'Etat.**

Notons, par ailleurs, qu'entre 1995 et 2011, le capital emprunté a déjà été remboursé 3 fois et qu'il en reste encore 4,6 fois plus à rembourser !

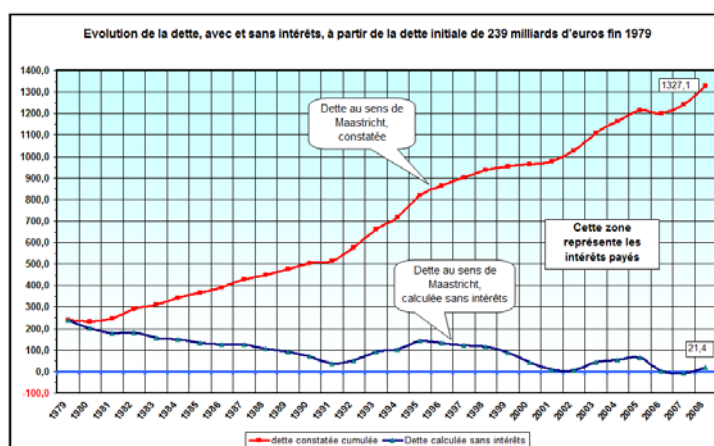
On le voit, la situation est encore bien plus grave que celle qui est présentée aux citoyens.

Pour se financer l'Etat émet des titres gérés par l'Agence France Trésor que les investisseurs achètent. Le mécanisme de financement peut être résumé sur le graphique suivant :



Mais comment se fait-il que l'Etat paye des intérêts ? En imprimant des euros ? Non, et c'est le deuxième tour de passe-passe.

- **économique** : c'est le plus grand tour de passe-passe jamais réalisé, l'abandon par les Etats du pouvoir de créer leur monnaie en le confiant aux institutions financières privées, il y a 40 ans en France. Un calcul rapide, visualisé sur ce graphique, montre ce que serait devenue la dette française sans cet abandon historique :



Alors, si l'Etat paye des intérêts, il serait intéressant de savoir à qui il les paye et donc de se poser la question : qui détient la dette?

C'est le troisième tour de passe-passe.

- **politique** : il est très difficile, voire impossible de savoir qui détient la dette. Cette question, chaque contribuable français est en droit de se la poser. Ses impôts ne servent-ils pas à payer en partie les intérêts de la dette et à rembourser le capital? Or, si l'on dispose des quelques informations générales, savoir en détail qui détient les créances françaises et pour quel montant relève du secret extrêmement bien gardé. Sur le site de l'AFT, le seul renseignement que l'on peut trouver est le suivant : « *un tiers de la dette est détenu par des investisseurs français, un tiers au sein de la zone euro, et un tiers à l'étranger, en dehors de la zone euro* ».

En investiguant davantage on peut arriver à déduire que les trois plus gros détenteurs de la dette française sont le Luxembourg, les îles Caïmans, paradis fiscaux, et le Royaume-Uni ».

L'opacité est totale et couverte par la loi. Pourtant, savoir qui détient la dette permettrait de mesurer les conséquences potentielles d'un défaut de paiement, même partiel et de ne pas se retrouver dans une situation de spoliation de petits épargnants.

2. Crise de la dette, crise financière ou crise systémique ?

Alors crise financière ou crise réelle du système libéral et du système capitaliste ?

En réalité, il s'agit bien d'une crise profonde de l'économie, d'une crise systémique, dont l'origine est financière.

Keynes, lors de la grande crise de 1929, a écrit que le capitalisme débouche naturellement sur une situation de sous emploi durable et préconise l'intervention de l'état pour réguler les marchés. Cette théorie est aujourd'hui rejetée par les économistes libéraux, disciples de Friedman, pour qui les interventions économiques de l'Etat sont néfastes à la croissance.

En réalité, si un Etat veut intervenir dans une économie nationale, il n'a à sa disposition que deux instruments : l'instrument budgétaire et l'instrument monétaire.

Or que constate t-on aujourd'hui en Europe ?

L'arme budgétaire est quasiment abandonnée aux mains des technocrates de Bruxelles et des lobbies internationaux.

L'arme monétaire est complètement adandonnée aux mains des banques privées.

Dans ces conditions les gouvernements n'ont plus de moyens d'intervenir sur l'économie réelle et de réguler les marchés. ***Ils ont perdu le contrôle de la machine.***

En fait, cette crise financière n'est que la traduction de la prise de pouvoir de ceux qui détiennent celui de créer de la monnaie au travers de la dette. Elle est l'aboutissement de la perte de souveraineté des gouvernements mondiaux au détriment des banques privées et a pour conséquence la suprématie de la finance sur l'économie réelle et la disparition de fait de la démocratie.

Déjà en 1806, Mayer Amshel Rothschild nous avait prévenu dans cette déclaration :

“Je ne m’intéresse pas de savoir qui contrôle les affaires d’une nation, aussi loin que je puisse contrôler sa monnaie.”

Alors en 2012, les banquiers ont-ils réussi à contrôler la monnaie et ainsi prendre la direction des affaires du monde ?

3. Un peu d’histoire ou qui gouverne le monde ?

Cette crise aujourd’hui n’est pas un hasard. Elle est le point final de la lutte historique des capitalistes et des banquiers pour se libérer du contrôle des banques centrales et donc du contrôle de l’Etat.

Elle marque une étape décisive dans l’évolution de notre société car, à la différence des crises précédentes, elle n’est pas seulement une crise économique du système capitaliste mais un changement profond de ce système et pose le problème de la remise en cause de la démocratie.

Une déclaration de David Rockefeller en Juin 1991 lors d’un discours à la commission trilatérale est, à ce titre, assez significative :

« Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au Time Magazine et aux autres publications dont les dirigeants ont assisté à nos réunions et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant presque 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan d’action pour le monde si nous avions été sous la lumière des projecteurs pendant toutes ces années.

Mais maintenant le monde est plus sophistiqué et mieux préparé à la marche vers un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d’une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l’autodétermination nationale pratiquée au cours des siècles passés. »

Qu’est-ce qu’un monde sophistiqué au sens de la finance internationale ? Celui où les projecteurs sont braqués sur une pseudo réalité démocratique et économique alors que les orientations politiques se font, au niveau mondial, dans une opacité quasi-totale.

Les exemples de cette opacité sont nombreux :

- peu de citoyens peuvent imaginer que la monnaie fiduciaire (euros), monnaie des Etats, ne représente que 8% de la monnaie en circulation, 92% (monnaie scripturale) étant créée par les banques privées.
- aucun économiste, ni même aucun décideur politique, ne peut savoir précisément qui possède la dette de la France, et donc ce qui se passerait si on ne pouvait plus la rembourser.
- qui est réellement informé que la marche vers un gouvernement mondial est régulièrement discutée au sein d’organisations dont les media se font peu ou pas écho (Bilderberg group, Trilatéral Commission ...) et qui réunissent régulièrement depuis 1953 banquiers, économistes libéraux et hommes politiques ?

Il apparaît clairement que, contrairement à ce qui s’est passé jusqu’au milieu du 20^{ème} siècle, les gouvernants des pays capitalistes développés ont abandonné la lutte et confié leur pouvoir, acquis dans les urnes, à la finance internationale.

Cette lutte a commencé aux USA dès 1776 et perdue, il y a un siècle, en 1913, lorsque le Président Woodrow Wilson a signé la loi fédérale donnant le pouvoir de créer de l’argent américain à un cartel de banques internationales dominés par les Rothschild.

Et à partir de 1913, un siècle, pendant lequel la finance internationale a lentement tissé sa toile pour aboutir à la situation actuelle, la prise du pouvoir économique et financier et l'intervention toujours plus grande dans les appareils d'Etat.

La résistance de nombreux hommes politiques à cette prise de pouvoir de la finance a marqué deux siècles d'histoire du système capitaliste.

Un bref historique des événements aux USA et en Europe nous le montre.

3.1. Aux USA

Nous sommes en 1750. Les Etats-Unis d'Amérique n'existent pas encore; ce sont les 13 colonies sur le continent américain qui forment la «Nouvelle-Angleterre», possession de la mère-patrie, l'Angleterre. Benjamin Franklin écrivait de la population de ce temps: *«Impossible de trouver de population plus heureuse et plus prospère sur toute la surface du globe.»* Faisant rapport en Angleterre, on lui demanda le secret de cette prospérité dans les colonies, alors que la misère régnait dans la mère-patrie:

«C'est bien simple, répondit Franklin. Dans les colonies, nous émettons notre propre papier-monnaie, nous l'appelons Colonial Script, et nous en émettons assez pour faire passer facilement tous les produits des producteurs aux consommateurs. Créant ainsi notre propre papier-monnaie, nous contrôlons notre pouvoir d'achat et nous n'avons aucun intérêt à payer à personne.»

Les banquiers anglais, mis au courant, firent adopter par le Parlement anglais une loi défendant aux colonies de se servir de leur monnaie script et leur ordonnant de se servir uniquement de la monnaie-dette d'or et d'argent des banquiers qui était fournie en quantité insuffisante. La circulation monétaire dans les colonies se trouva ainsi diminuée de moitié.

«En un an, dit Franklin, les conditions changèrent tellement que l'ère de prospérité se termina, et une dépression s'installa, à tel point que les rues des colonies étaient remplies de chômeurs.»

Alors advint la guerre contre l'Angleterre et la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, en 1776. Les manuels d'histoire enseignent faussement que la Révolution Américaine était due à la taxe sur le thé. Mais Franklin déclara: *«Les colonies auraient volontiers supporté l'insignifiante taxe sur le thé et autres articles, sans la pauvreté causée par la mauvaise influence des banquiers anglais sur le Parlement: ce qui a créé dans les colonies la haine de l'Angleterre et causé la guerre de la Révolution.»*

Les Pères Fondateurs des Etats-Unis, ayant tous ces faits en mémoire, et pour se protéger de l'exploitation des banquiers internationaux, prirent bien soin de stipuler clairement dans la Constitution américaine, signée à Philadelphie en 1787, dans l'article 1, section 8, paragraphe 5:

«C'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur.»

Mais les banquiers ne lâchèrent pas le morceau. Leur représentant, Alexander Hamilton, fut nommé Secrétaire du Trésor (l'équivalent de notre ministre des Finances) dans le cabinet de George Washington, et se fit l'avocat d'une banque nationale privée et de la création d'un argent-dette avec de faux arguments, tels que: *«Une dette nationale, pourvu qu'elle ne soit pas excessive, est une bénédiction nationale... Le gouvernement se montrera sage en renonçant à l'usage d'un expédient aussi séduisant et dangereux, soit d'émettre son propre papier-monnaie.»*

Thomas Jefferson, le Secrétaire d'Etat, était fortement opposé à ce projet, mais le président Washington se laissa finalement convaincre par les arguments d'Hamilton. Une banque nationale fut donc créée en 1791, la «Bank of the United States», avec une charte d'une durée de 20 ans. Quoique nommée «Banque des Etats-Unis», elle était plus véritablement la «banque des banquiers», puisqu'elle n'appartenait pas du tout à la nation, au gouvernement américain, mais

aux individus détenteurs des actions de la banque, les banquiers privés. Le nom de «banque des Etats-Unis» fut délibérément choisi dans le but de laisser croire à la population américaine qu'elle était propriétaire de la banque, ce qui n'était pas du tout le cas. La charte expira en 1811 et le Congrès vota contre son renouvellement, grâce à l'influence de Jefferson et d'Andrew Jackson:

«Si le Congrès, dit Jackson, a le droit d'après la Constitution d'émettre du papier-monnaie, ce droit leur a été donné pour être utilisé par eux seuls, non pas pour être délégué à des individus ou des compagnies privées.»

Ainsi se terminait l'histoire de la première Banque des Etats-Unis, mais les banquiers n'avaient pas dit leur dernier mot.

Nathan Rothschild, de la Banque d'Angleterre, lança un ultimatum: «Ou bien le renouvellement de la charte est accordé, ou bien les Etats-Unis sont impliqués dans une guerre très désastreuse.» Jackson et les patriotes américains ne se doutaient pas que le pouvoir des banquiers pouvait s'étendre jusque-là. «Vous êtes un repaire de voleurs, de vipères, leur dit le président Jackson. J'ai l'intention de vous déloger, et par le Dieu Eternel, je le ferai!» Nathan Rothschild émit des ordres: «Donnez une leçon à ces impudents Américains. Ramenez-les au statut de colonie.»

Le gouvernement anglais déclencha la guerre de 1812 contre les Etats-Unis. Le plan de Rothschild était d'appauvrir les Américains par la guerre à un tel point qu'ils seraient obligés de demander de l'aide financière... qui bien sûr ne serait accordée qu'en retour du renouvellement de la charte de la «Bank of the United States». Il y eut des milliers de morts, mais qu'importe à Rothschild? Il avait atteint son but: la charte fut renouvelée en 1816.

Abraham Lincoln fut élu Président des Etats-Unis en 1860 avec la promesse d'abolir l'esclavage des Noirs. 11 Etats du Sud, favorables à l'esclavage des Noirs, décidèrent donc de quitter l'Union, de se séparer des Etats-Unis: ce fut le début de la Guerre de Sécession, ou Guerre Civile Américaine (1861-65). Lincoln, étant à court d'argent pour financer les armées du Nord, partit voir les banquiers de New-York, qui lui offrirent de l'argent à des taux allant de 24 à 36%. Lincoln refusa, sachant parfaitement que c'était de l'usure et que cela mènerait les Etats-Unis à la ruine. Mais son problème d'argent n'était pas réglé pour autant.

Son ami de Chicago, le Colonel Dick Taylor, vint à la rescousse et lui suggéra la solution: «Que le Congrès passe une loi autorisant l'émission de billets du Trésor ayant plein cours légal, payez vos soldats avec ces billets, allez de l'avant et gagnez votre guerre.»

C'est ce que Lincoln fit, et il gagna la guerre: de 1862 à 1863, Lincoln fit émettre 450 millions \$ de «greenbacks» (appelés ainsi par la population parce qu'ils étaient imprimés avec de l'encre verte au verso).

Lincoln appela ces greenbacks «la plus grande bénédiction que le peuple américain ait jamais eue.» Bénédiction pour tous, sauf pour les banquiers, puisque cela mettait fin à leur «racket» du vol du crédit de la nation et de création d'argent avec intérêt. Ils mirent donc tout en œuvre pour saboter l'œuvre de Lincoln. Lord Goschen, porte-parole des Financiers, écrivit dans le London Times (citation tirée de Who Rules America, par C. K. Howe, et reproduite dans Lincoln Money Martyred, par R. E. Search):

«Si cette malveillante politique financière provenant de la République nord-américaine devait s'installer pour de bon, alors, ce gouvernement fournira sa propre monnaie sans frais. Il s'acquittera de ses dettes et sera sans aucune dette. Il aura tout l'argent nécessaire pour mener son commerce. Il deviendra prospère à un niveau sans précédent dans toute l'histoire de la civilisation. Ce gouvernement doit être détruit, ou il détruira toute monarchie sur ce globe.»
(La monarchie des contrôleurs du crédit.)

Tout d'abord, dans le but de discréditer les greenbacks, les banquiers persuadèrent le Congrès de voter, en février 1862, la «Clause d'Exception», qui stipulait que les greenbacks ne pouvaient être utilisés pour payer l'intérêt sur la dette nationale. Ensuite, ayant financé l'élection

d'assez de sénateurs et de députés, les banquiers firent voter par le Congrès en 1863 le retrait de la loi des Greenbacks et son remplacement par le National Banking Act (Loi des Banques Nationales, où l'argent serait créé avec intérêt par des compagnies privées).

Cette loi stipulait aussi que les greenbacks seraient immédiatement retirés de la circulation aussitôt leur retour au Trésor pour paiement des taxes. Lincoln protesta énergiquement, mais son objectif le plus pressant était de gagner la guerre et de sauver l'Union, ce qui l'obligea à remettre après la guerre le veto qu'il projetait contre cette loi et l'action qu'il entendait prendre contre les banquiers. Lincoln déclara tout de même:

«J'ai deux grands ennemis: l'armée du Sud en face et les banquiers en arrière. Et des deux, ce sont les banquiers qui sont mes pires ennemis.»

Lincoln fut réélu Président en 1864 et fit clairement savoir qu'il s'attaquerait au pouvoir des banquiers une fois la guerre terminée. La guerre se termina le 9 avril 1865, mais Lincoln fut assassiné cinq jours plus tard, le 14 avril. Une formidable restriction du crédit s'ensuivit, organisée par les banques. L'argent en circulation dans le pays, qui était de 1907 millions \$ en 1866, soit 50,46 \$ pour chaque Américain, tomba à 605 millions \$ en 1876, soit 14,60 \$ par Américain. Résultat: en dix ans, 54 446 faillites, pertes de 2 milliards \$. Cela ne suffisant pas, on alla jusqu'à réduire la circulation d'argent à 6,67 \$ par tête en 1867!

William Jennings Bryan: «Les banques doivent se retirer»

L'exemple de Lincoln demeurait néanmoins dans plusieurs esprits, même jusqu'en 1896. Cette année-là, le candidat démocrate à la présidence était William Jennings Bryan, et encore une fois, les livres d'histoire nous disent que ce fut une bonne chose qu'il ne fut pas élu président, car il était contre la monnaie «saine» des banquiers, l'argent créé sous forme de dette, et contre l'étalon-or:

«Nous disons dans notre programme que nous croyons que le droit de frapper et d'émettre la monnaie est une fonction du gouvernement. Nous le croyons. Et ceux qui y sont opposés nous disent que l'émission de papier-monnaie est une fonction de la banque, et que le gouvernement doit se retirer des affaires de la banque. Eh bien! moi je leur dis que l'émission de l'argent est une fonction du gouvernement, et que les banques doivent se retirer des affaires du gouvernement... Lorsque nous aurons rétabli la monnaie de la Constitution, toutes les autres réformes nécessaires seront possibles, mais avant que cela ne soit fait, aucune autre réforme ne peut être accomplie.»

Et finalement, le 23 décembre 1913, le Congrès américain votait la loi de la Réserve Fédérale, qui enlevait au Congrès lui-même le pouvoir de créer l'argent, et remettait ce pouvoir à la «Federal Reserve Corporation». Un des rares membres du Congrès qui avait compris tout l'enjeu de cette loi, Charles A. Lindbergh (le père du célèbre aviateur), déclara:

«*Cette loi établit le plus gigantesque trust sur terre. Lorsque le Président (Wilson) signera ce projet de loi, le gouvernement invisible du Pouvoir Monétaire sera légalisé... le pire crime législatif de tous les temps est perpétré par cette loi sur la banque et le numéraire.*»

Qu'est-ce qui a permis aux banquiers d'obtenir finalement le monopole complet du contrôle du crédit aux Etats-Unis? L'ignorance de la population sur la question monétaire. John Adams écrivait à Thomas Jefferson, en 1787:

«*Toutes les perplexités, désordres et misères ne proviennent pas tant de défauts de la Constitution, du manque d'honneur ou de vertu, que d'une ignorance complète de la nature de la monnaie, du crédit et de la circulation.*»

Salmon P. Chase, Secrétaire du Trésor sous Lincoln, déclara publiquement, peu après le passage de la loi des Banques Nationales:

«*Ma contribution au passage de la loi des Banques Nationales fut la plus grande erreur financière de ma vie. Cette loi a établi un monopole qui affecte chaque intérêt du pays. Cette loi doit être révoquée, mais avant que cela puisse être accompli, le peuple devra se ranger*

d'un côté, et les banques de l'autre, dans une lutte telle que nous n'avons jamais vue dans ce pays.»

Et l'industriel Henry Ford a dit:

«Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.»

3.2. En France et en Europe: un coup d'état financier et politique

De 1945 à 1973 : A la Libération, le gouvernement de Charles de Gaulle nationalise la Banque de France et les quatre premières banques commerciales : le Crédit Lyonnais, la Société générale, le Comptoir national d'escompte de Paris, la BNCI. Le crédit est sous la coupe de l'Etat ; la séparation entre banque de dépôts et banque d'affaires est alors renforcée.

1973 : La France privatise la création monétaire. Le ministre des finances Valéry Giscard D'Estaing (sous la Présidence de Pompidou, ancien directeur général de la banque Rothschild) modifie les statuts de la Banque de France à travers la loi 73-7 pour lui interdire de faire des avances ou des prêts à l'Etat.

1984 : c'est sous l'égide de Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances de François Mitterrand, que la loi bancaire 84-46 du 24 janvier 1984 (dite de « modernisation »!) abrogea la loi du 2 décembre 1945. Elle fit disparaître la distinction fondamentale des activités bancaires sous un titre unique, les « établissements de crédit », les libérant ainsi de toute contrainte sur l'origine et l'investissement de leurs ressources. C'est l'instauration de la « banque universelle ».

1988 : la titrisation a été introduite sous l'impulsion de Pierre Bérégovoy. L'idée était de faciliter le développement du crédit immobilier en permettant aux banques de sortir les créances de leurs bilans. Cette titrisation est à l'origine de la crise des subprimes aux Etats-Unis.

1992 : on Européanise la règle de 1973. L'article 104 du traité de Maastricht interdit à la BCE et aux Banques Centrales Nationales de consentir des avances ou des prêts aux États ou aux Collectivités Publiques. Cette loi s'étend donc à toute l'Europe.

Article 104 de Maastricht :

« Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite. »

La justification politique de cet article est que laisser les gouvernements se servir de la planche à billets pour financer l'économie entraîne inéluctablement une forte inflation et donc des déséquilibres économiques et sociaux. Supposons que cet argument soit exact, bien qu'il soit sujet de controverses entre les économistes. En tout état de cause, et les chiffres le démontrent, l'application de cet article n'a eu pour conséquence que de transférer la planche à billets des mains de l'Etat à celles des banques privées.

En effet, depuis 10 ans, la masse monétaire européenne a augmenté de 12% par an. Si on considère que, sous le contrôle de la BCE, l'inflation annuelle mesurée dans la zone euro a été d'environ 2% et que le PIB de la même zone a connu un accroissement moyen de 2% environ, il apparaît clairement qu'il y a une différence de 8% annuel. La planche

à billets aux mains des banques privées a donc bel et bien fonctionné à un rythme effarant.

2007 : la règle passe dans la proposition de constitution Européenne. L'article 123 du traité de Lisbonne reprend mot pour mot le libellé de l'article 104 de traité de Maastricht.

2008 : Nicholas Sarkozy fait fi du vote des Français. Le traité de Lisbonne a été adopté en France le 4 février 2008 alors que le référendum sur la constitution européenne avait été rejeté en 2005 par 53% des Français.

2011 : L'offensive pour la prise en main des économies de la zone euro les ministres des finances de la zone euro paraphent un traité pour l'établissement du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Ce MES – qui, pour devenir opérationnel, demande à être ratifié par les Parlements des 17 Etats membres de la zone – prévoit explicitement un abandon de souveraineté économique des pays endettés au profit des instances européennes (BCE et Commission)

3.3 Dans le monde

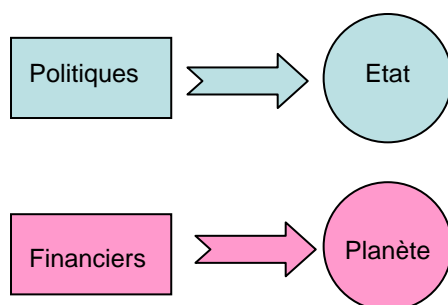
Ce système des nouvelles banques centrales, mettant le système privé au centre du financement public, est devenu mondial. **Entre 1990 et 2001, 34 pays vont abandonner leur capacité à faire financer les excédents de dépenses publiques par leurs banques centrales pour la confier à l'industrie de la finance privée.** Le bilan des banques privées dépasse désormais de plusieurs multiples le PIB des États.

4. Le nouvel ordre mondial

4.1 Une triple caractéristique

- une mondialisation d'un seul modèle de développement économique et social, celui de l'ultra libéralisme.
- une concentration mondiale du capital entre les mains d'institutions financières qui a eu pour conséquence le passage d'une économie réelle de production de biens et services à une économie financière et virtuelle dont l'objectif est la production de monnaie sous forme spéculative.
- une appropriation de plus en plus grande du pouvoir politique par ces mêmes détenteurs du capital.

- mondialisation :



Elle pose le problème du champ d'action respectif des politiques et des financiers

- **économie** : une étude d'économistes et de statisticiens, publiée en Suisse cet été (Institut fédéral de technologie de Zurich), met en lumière les interconnexions entre les multinationales mondiales. Elle révèle qu'un petit groupe d'acteurs économiques – sociétés financières ou groupes industriels – domine la grande majorité du capital de dizaines de milliers d'entreprises à travers le monde. 80 % de la valeur de l'ensemble des 43.000 multinationales étudiées est contrôlé par 737 « entités » : des banques, des compagnies d'assurances ou des grands groupes industriels. Le monopole de la possession du capital ne s'arrête pas là. « *Par un réseau complexe de prises de participation* », 147 multinationales, tout en se contrôlant elles-mêmes entre elles, possèdent 40 % de la valeur économique et financière de toutes les multinationales du monde entier. Enfin, au sein de ce groupe de 147 multinationales, 50 grands détenteurs de capital forment ce que les auteurs appellent une « super entité ». On y retrouve principalement des banques : la britannique Barclays en tête, ainsi que les « stars » de Wall Street (JP Morgan, Merrill Lynch, Goldman Sachs, Morgan Stanley...). Mais aussi des assureurs et des groupes bancaires français : Axa, Natixis, Société générale, le groupe Banque populaire-Caisse d'épargne ou BNP-Paribas. Les principaux clients des *hedge fund* et autres portefeuilles de placements gérés par ces institutions sont donc, mécaniquement, les maîtres du monde.

- **politique** : les événements récents de changement de gouvernement en Europe, téléguidé par la finance, sont significatifs :

Mario Draghi, ancien vice-président de Goldman Sachs, est devenu président de la BCE en remplacement de Jean-Claude Trichet.

Lucas Papadémos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne jusqu'en 2010, devient le Premier ministre grec.

Mario Monti, ancien commissaire européen à la Concurrence, sera lui le président du conseil italien.

En fait les trois sont passés à un moment ou à un autre par Goldman Sachs.

Aux USA ce n'est pas nouveau : sous Bill Clinton puis Bush de nombreux dirigeants de Goldman Sachs sont entrés au gouvernement. **Ce phénomène s'est accentué sous la présidence d'Obama.**

4.2 Le nouvel ordre mondial ou le mythe de l'Amphisbène

L'Amphisbène est, dans la mythologie romaine, un serpent légendaire possédant une tête à chaque extrémité du corps. Mais le monde réel peut-il supporter un pouvoir à deux têtes ? Celui des Etats et celui de la finance. Il ne peut y avoir deux souverains, l'Etat qui doit être le garant de l'intérêt de tous et la Finance qui ne représente l'intérêt que d'un tout petit nombre.

Alors, si le choix est celui de l'intérêt collectif, l'Etat doit reprendre la main. La situation actuelle est critique et ne laisse qu'une alternative : ou bien l'Etat remet sous contrôle la finance ou bien la finance (agences de notation, banques, institutions financières) finit de mettre l'Etat sous son contrôle, dictant au peuple et à ses élus, la politique à suivre.

La dépossession progressive des Etats du pouvoir monétaire ne pose donc pas seulement un problème économique. Elle représente aussi un abandon de la démocratie, la volonté et les intérêts des acteurs de la finance primant de facto sur ceux des peuples.

Les choix politiques qui se feront lors des prochaines élections (France, Allemagne, Etats-Unis...) seront donc fondamentaux.

En France, entre le programme ultra-libéraliste de Nicolas Sarkozy et celui de François Hollande adepte d'une pseudo adaptation molle de ce système libéral, seul, celui de Jean-Luc Mélenchon, met en avant les vrais problèmes économiques de la société mondiale.

Certes, la mise en œuvre de solutions sera difficile, mais il y a des solutions pour que les politiques reprennent en main la destinée des peuples.
C'est ce que nous verrons dans une troisième partie, après avoir analysé plus finement les mécanismes économiques de la crise actuelle.

A suivre :

Deuxième partie : Les mécanismes monétaires et économiques de la crise

Troisième partie : Comment sortir des crises à répétition du système libéral et financier

Marc Lagaillarde février 2012